

Nouvelles locales du lundi 20 octobre 2014

@rib News, 20/10/2014 | Gouvernance - L'Observatoire de Lutte contre les Malversations Economiques (OLUCOME) trouve que le gouvernement du Burundi continue de faire des dépenses en dehors de la loi. Selon le président de cette organisation, le jet présidentiel dont le porte-parole du gouvernement a parlé a été acheté par le gouvernement dans des conditions obscures. Gabriel Rufyiri voit que ce jet aurait été acheté au moyen de l'argent en provenance de l'AMISOM avec d'autres fonds dont la provenance n'est pas connue.

Il ajoute également qu'il y a des véhicules de la présidence de la République qui ont été achetés dans la clandestinité par le gouvernement et qui n'ont pas encore commencé à circuler suite à leurs défauts. Tout cela est dû, selon lui, à un groupe de personnes qui veulent gérer les affaires du gouvernement comme les leurs pour en tirer quelque chose à leur profit. Il pointe du doigt le ministre des Finances et le chef de cabinet civil du président de la République. Il demande qu'ils expliquent cette situation. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro] | Politique - Alors que le Burundi célèbre ce mardi 21 octobre le 21^{ème} anniversaire de l'assassinat du président Melchior Ndadaye, le Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) trouve que la démocratie est menacée et qu'elle n'a fait depuis aucun pas en avant. Le président de cette association de la société civile burundaise, les droits de la personne humaine et plus particulièrement la liberté d'expression n'est pas du tout respectée. Pacifique Nininahazwe se fonde sur le fait que depuis le début de cette année, parmi les 6 demandes de manifestation publique formulées, aucune n'a été acceptée par le ministre de l'Intérieur et cela sans raison valable également selon lui. De même, il estime que la démocratie est aussi mise à mal par le fait que les militaires autour du président de la République constituent une violation du principe de civilité du gouvernement. En effet, il constate que le président Pierre Nkurunziza est entouré de conseillers qui sont des militaires (même le chef de cabinet civil) et tout cela fait que le régime soit en quelque sorte militaire. Il déplore en outre le fait que les différents régimes qui se sont succédés, aucun n'a fait de réels avancées dans la recherche de la vérité sur le mort de Melchior Ndadaye et ses collaborateurs assassinés le 21 octobre 1993. Il demande ainsi au gouvernement de faire des efforts afin de faciliter l'indépendance de la magistrature burundaise. Il leur demande de suivre l'exemple du président défunt Melchior Ndadaye qui ne voulait pas que la liberté des personnes soit mise en danger.

[bonesha/rtr/isanganiro/rpa] | Education - Le Centre de Recherche pour le Développement de la Jeunesse (CREDEJ) annonce la manière dont les États centraux de l'éducation sont en train d'être préparés. Selon le directeur, les organisateurs ont préparé des formulaires à remplir sous forme d'enquête pour recueillir les points de vue analytiques lors de cette réunion. Arakaza Arsène trouve que ce formulaire a par ailleurs été distribué aux différents responsables du ministère de l'enseignement supérieur et celui du secondaire, aux hauts cadres de la deuxième vice-présidence et de la présidence de la République. A ce stade, il constate que les autres intervenants en matière de l'éducation ont été oubliés. Par ailleurs, il estime que les conclusions issues des formulaires ne devraient pas être prises en compte puisque le comité des organisateurs est composé de 25 membres et que les 23 sont des cadres de ces institutions ci-haut citées et que les 2 autres sont des étrangers. Ainsi, il voit que la composition de cette commission devrait être revue pour y inclure les autres intervenants. [bonesha] | Justice - Comparution ce lundi devant le parquet de Gitega du

correspondant de la radio Bonesha FM dans cette province. Hamisi Karihungu a répondu à une convocation émise par ce parquet suite à une plainte déposée par le président de la ligue des jeunes Imbonerakure de la commune Bugendana dans cette même province, après un reportage qu'il a fait le 4 mai de cette année concernant des armes qui auraient été distribuées à certains jeunes du site des placages de cette commune. Il a été entendu mais David Nginganza a porté plainte n'a pas répondu présent. L'affaire a été remise au 30 novembre courant. L'avocat de la défense s'agit d'une manœuvre dilatoire de faire des comparutions inutiles de ce journaliste afin de faire pression sur cette profession domaine. [isanganiro/rpa/bonesha] - Le directeur de la RSF Bonesha fm annonce ces convocations de ses journalistes devant la justice. Patrick Nduwimana trouve que le reportage fait par Hamisi Karihungu remplit toutes les exigences de la loi et de la déontologie journalistiques. Selon lui, les motifs de ces convocations sont inadéquates et trouve qu'il s'agit d'une intimidation puisque le journaliste a fait une investigation sur des rumeurs qui se disaient être interrogées toutes les personnes citées. Il jure que personne ne peut se laisser intimider de quelque manière que ce soit s'il sait bien qu'il est dans la légalité. Il demande plutôt au gouvernement de protéger les journalistes surtout en période où nous nous acheminons vers les élections. Il a profité de cette occasion pour agir à l'enlèvement et séquestration du correspondant de ce même média dans la province de Ngozi, c'était ce dimanche. Il demande la poursuite en justice de l'auteur de la séquestration et de l'enlèvement d'Audace Nimbona. [rpa/bonesha] | Droits de l'homme - L'Action Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT) a publié un rapport semestriel de la situation des droits de l'homme. Ainsi, depuis janvier jusqu'en juin 2014, 36 personnes ont été torturées sur toute l'étendue des provinces dans lesquelles cette association oeuvre. Selon ce rapport présenté dans la province de Bururi ce lundi, il est fait mention que certaines victimes ont été intimidées pour qu'elles ne portent pas plainte, d'autres ont été bloquées les mutations de ceux qui les ont torturées pour qu'ils échappent aux poursuites. Alors que certains constatent que les cas de tortures ont diminué ou tout simplement disparu, les victimes elles constatent plutôt qu'ils ont augmenté. Le rapport demande au gouvernement de punir les coupables et de protéger les témoins de ces actes. [bonesha/rtnb]